

13

LA DÉMOCRATIE DIRECTE SOUTIENDRA-T-ELLE LE DROIT HUMAIN À L'ALIMENTATION ET À LA NUTRITION EN SUISSE ?

*Léa Winter et Valentina Hemmeler Maïga*¹

Ces dernières années, les Suisses ont été confrontés à plusieurs scandales alimentaires, notamment celui de la viande de cheval étiquetée comme du bœuf² et celui des bactéries fécales dans les tartes d'Ikea³. Ces affaires ont mis en lumière le manque de contrôle et la dégénérescence des méthodes de production industrielles actuelles. Par ailleurs, les paysan-ne-s ont exprimé à plusieurs reprises leur mécontentement face au manque de soutien politique en faveur de l'agriculture paysanne. En signe de protestation contre les prix du marché, insuffisants pour couvrir leurs coûts de production, ils ont organisé une série de manifestations dans la capitale afin de faire pression sur le Parlement. Ces actions ont permis d'éviter les coupes budgétaires prévues par le Conseil fédéral (pouvoir exécutif suisse) en 2016. Cependant, ce même Conseil continue de faire la sourde oreille à la problématique des prix et de privilégier le libre-échange aux dépens de ses paysan-ne-s.⁴

1 Léa Winter est co-présidente de FIAN Suisse. Pour plus d'informations, voir : www.fian-ch.org. Valentina Hemmeler Maïga est secrétaire syndicale d'Uniterre, syndicat paysan membre de La Via Campesina. Pour plus d'informations, voir : www.uniterre.ch.

Merci à Christophe Golay (FIAN Suisse et Académie de droit international humanitaire et de droits humains à Genève) et Bernhard Walter (Pain pour le Monde – Service protestant de développement) pour leur aide à la révision du présent article. Cet article a été initialement rédigé en langue française.

2 Nau, Jean-Yves, « Viande de cheval : premières leçons d'un "scandale" », *Revue Médicale Suisse*, 2013, pp. 532-533. www.revmed.ch/rms/2013/RMS-376/Viande-de-cheval-premieres-lecons-d-un-scandale

3 « Ikea a bien écoulé des tartes aux matières fécales en Suisse », *Radio Télévision Suisse*, 11 mars 2013, www.rts.ch/info/suisse/4727217-ikea-a-bien-ecoule-des-tartes-aux-matieres-fecales-en-suisse.html

4 Voir le message de Bernard Lehmann, directeur de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG), disponible sur www.youtube.com/watch?v=XAL7E3_z6Dk&feature=youtu.be, et la page de l'OFAG sur les accords de libre-échange, disponible sur www.blw.admin.ch/index.html?lang=fr.

En réaction, plusieurs formations politiques et groupes d'intérêt ont lancé des initiatives populaires fédérales⁵ par lesquelles les citoyen-ne-s suisses ont été et vont être amené-e-s à se prononcer sur plusieurs sujets en lien avec l'alimentation.

LES INITIATIVES SOUMISES AU VOTE

Le 28 février 2016, le peuple a malheureusement rejeté l'initiative présentée par la Jeunesse socialiste intitulée « Pas de spéculation sur les denrées alimentaires »⁶ visant à interdire cette dérives du système financier qui entraîne la volatilité des prix des denrées alimentaires et, par conséquent, met encore plus en difficulté les pays les plus vulnérables, lesquels doivent importer de la nourriture pour approvisionner leur population.

FIAN Suisse s'est engagée sur ce sujet, qu'elle a analysé dans le guide « Agir à Genève pour le droit à l'alimentation dans les pays du Sud »⁷. Un communiqué de presse a également été diffusé en collaboration avec ses partenaires⁸. Cependant, les arguments fallacieux des opposants ont agité le spectre des pertes d'emploi et sciemment semé la confusion en arguant, à tort, que le commerce normal des denrées alimentaires serait affecté par cette modification de la Constitution⁹.

Deux autres initiatives populaires ont également abouti :

1. L'initiative « Pour la sécurité alimentaire »¹⁰, déposée par l'Union suisse des paysans (USP), souhaite renforcer l'approvisionnement en denrées alimentaires issues d'une production suisse diversifiée et durable. Elle demande également des mesures efficaces, notamment contre la perte des terres cultivées en Suisse, et le maintien de charges administratives peu élevées dans le domaine agricole. Ce texte affecte l'orientation à donner aux mesures de politique agricole.
2. L'initiative « Pour des aliments équitables »¹¹, soutenue par le parti écologiste suisse (les Verts), relève les problèmes causés par la production alimentaire industrielle (conditions de travail et de vie extrêmement précaires pour les employé-e-s agricoles, perte de fertilité des sols et de biodiversité, effet dumping de l'alimentation *low-cost* nuisible aux paysan-ne-s suisses) et demande que les normes appliquées aux aliments produits en Suisse le soient également aux aliments importés. Enfin, elle propose de réglementer les droits de douane et de donner un avantage concurrentiel à la production régionale et saisonnière.

Le Conseil fédéral a recommandé au peuple de rejeter ces initiatives, qui seront votées d'ici deux à trois ans, arguant qu'elles enfreignent les règles du droit commercial et qu'il n'y a pas de problème de sécurité alimentaire en Suisse¹².

En mars 2016, une troisième initiative a été déposée :

3. L'initiative « Pour la souveraineté alimentaire »¹³, portée par Uniterre, syndicat paysan membre de La Via Campesina, veut favoriser une agriculture paysanne rémunératrice et diversifiée en Suisse, garantir aux jeunes l'accès à la terre et renforcer les circuits courts. Ce texte va plus loin que l'initiative des Verts, car il propose de bannir les OGM et de garantir le droit des paysan-ne-s à utiliser, multiplier, échanger et commercialiser leurs semences. De plus, il demande de renoncer aux subventions octroyées à l'exportation de produits agricoles et précise qu'en cas de non-respect des normes sociales et environnementales suisses, il faut pouvoir prélever des droits de douane spécifiques voire interdire l'importation de produits incriminés. Cette initiative attend de la Confédération qu'elle mette en place des conditions cadres permettant la création d'un marché plus transparent qui favorise la gestion des quantités produites ainsi que la réalisation de prix équitables pour les paysan-ne-s et de salaires justes pour les employé-e-s agricoles en Suisse. Enfin, elle donne une place centrale au concept de souveraineté alimentaire pour que la population suisse soit souveraine sur le type de politiques agricoles et alimentaires qu'elle souhaite développer en respect des autres régions.

5 En Suisse, « les ayants le droit de vote peuvent demander par une initiative populaire qu'une modification de la Constitution fédérale qu'ils proposent fasse l'objet d'une votation populaire. Pour que l'initiative aboutisse, elle doit recueillir les signatures de 100 000 citoyens actifs dans un délai de 18 mois. (...) Les initiatives populaires sont le moteur de la démocratie directe car elles n'émanent ni du Parlement ni du Gouvernement mais directement des citoyens. » www.bk.admin.ch/themen/pore/vi/index.html?lang=fr

6 Pour plus d'informations, voir le site de la campagne : stopspeculation.ch

7 FIAN Suisse, « Agir à Genève pour le droit à l'alimentation dans les pays du Sud », 2013. fian-ch.org/content/uploads/guide-Agir-pour-le-DAA-dans-les-pays-du-sud1.pdf

8 Voir le communiqué de presse du 19 février 2016 de FIAN Suisse, CETIM, Swissaid et Uniterre disponible sur fian-ch.org/fr/medias/communiqués-de-presse.html

9 Pour plus d'informations, voir le site de la campagne du NON : juso-spekulation-nein.ch

10 Pour plus d'informations, voir le site de la campagne : www.securitealimentaire.ch/fr

11 Pour plus d'informations, voir le site de la campagne : www.verts.ch/gruene/fr/campagnes/initiative_aliments-quitables/initiative.html

12 Voir notamment le message du Conseil fédéral à propos de l'initiative présentée par l'USP disponible sur www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2015/5273.pdf

13 Pour plus d'informations, voir le site de la campagne : www.souverainete-alimentaire.ch/in/fr

14 Bolay, Charles Bernard, « Spéculation : On ne joue pas avec la nourriture », *Journal d'Uniterre*, janvier 2016. viacampesina.org/fr/index.php/les-grands-ths-mainmenu-27/souverainetealimentaire-et-commerce-mainmenu-38/1232-speculation-on-ne-joue-pas-avec-la-nourriture

FAIRE LES BONS CHOIX POUR L'AVENIR DE TOUTES ET TOUS

La Suisse perd actuellement trois exploitations agricoles par jour et son secteur agricole a enregistré une perte de 50 % d'emplois en trente ans (de 300 000 à 150 000)¹⁴. Elle a fait le choix de l'importation, qui représente près de la moitié des denrées alimentaires consommées dans le pays. Pourtant, au quotidien, la population se rend compte des dérives du système alimentaire mondial et de ses externalités négatives en matière d'environnement, d'appauvrissement des sols, de pollution des nappes phréatiques, de perte de biodiversité agricole et de conséquences sur la santé.

Ce système a aussi un impact sur le droit à l'alimentation et à la nutrition dans les pays du Sud, qui, inondés d'importations subventionnées, ne peuvent développer une agriculture locale. Contraints d'abandonner leurs terres, les paysan-ne-s du Sud viennent grossir les bidonvilles des mégapoles. La pauvreté rurale conduit à la pauvreté urbaine, et c'est bien elle la cause de la faim.

CONCLUSION

Les paysan-ne-s qui pratiquent l'agriculture à petite échelle, la seule permettant de nourrir tout le monde sans ruiner la planète, sont en danger en Suisse et partout ailleurs. La population suisse a la chance de bénéficier d'un système de démocratie directe lui permettant de décider d'une nouvelle politique agricole et alimentaire citoyenne favorable à l'agriculture paysanne, à l'environnement et à la santé publique. Espérons qu'elle saisisse cette occasion !